



L'auto-évaluation : un outil pour améliorer l'efficacité de la lutte contre la pauvreté infantile

Compte-rendu de la matinée organisée par la Fondation Roi Baudouin le 26 octobre 2018 en collaboration avec CAP48 et l'ONE.

Les chiffres sont connus : la pauvreté concerne 4 enfants sur 10 à Bruxelles et 1 enfant sur 4 en Wallonie. Et malgré la pugnacité des acteurs de terrain, la situation ne connaît pas d'amélioration notable au fil des ans. Et si l'auto-évaluation des pratiques permettait d'en renforcer l'efficacité ?

Changer de paradigme

« En Belgique, le financement des services d'aide à la petite enfance reste envisagé comme un coût, alors qu'il devrait être considéré comme un investissement », estime **Françoise Pissart**, directrice de la Fondation Roi Baudouin. Les études menées dans les pays anglo-saxons démontrent qu'en particulier pour les enfants issus des milieux défavorisés, l'accueil précoce a un impact fondamental sur tout leur parcours et ce jusqu'à l'âge adulte.

Le « retour sur investissement » est étroitement liée à la qualité et la pertinence des services offerts, et c'est précisément sur ces points que la question de l'auto-évaluation des acteurs est primordiale. Elle possède un triple effet positif, puisqu'elle permet : de mieux cerner ce qui fonctionne ; d'améliorer les actions en conséquence ; et de communiquer de façon pertinente sur l'efficacité des projets – notamment à l'égard des pouvoirs publics -, ce qui est indispensable pour assurer la pérennité des financements.

Transformer l'avenir

« Comment faire en sorte que les enfants pauvres ne deviennent des adultes pauvres ? » questionne **Bruno Palier**, directeur de recherche au CNRS. La France comme la Belgique, disposent de systèmes de sécurité sociale assez efficaces, mais qui n'agissent que faiblement sur la reproduction des inégalités. Depuis les années 70-80, si la pauvreté des personnes âgées a reculé, celle des enfants et des jeunes n'a fait que s'accroître - près de 30% des enfants de moins de 6 ans connaissent au moins trois facteurs de déprivation matérielle. En Belgique, le système redistributif est plutôt efficace, mais il fonctionne sur base de compensation pour lisser les effets des inégalités, il n'agit pas en amont. C'est aussi le constat des enquêtes Pisa: en Belgique, il existe une forte corrélation entre la réussite scolaire des enfants et le niveau socio-économique des parents. Notre pays se classe parmi les plus mauvais élèves en ce domaine.

Selon Bruno Palier, pour casser le cercle vicieux de la reproduction des inégalités il importe d'agir au moment-même où les inégalités s'installent et se creusent, soit dès les premiers mois de vie quand l'apprentissage du langage se met en route. Mais ces actions, pour être durables, ne peuvent faire l'impasse du contexte global dans lequel l'enfant grandit: pour lui faciliter l'accès à un milieu d'accueil, il faut que ses parents aient accès à des emplois qualitatifs et correctement rémunérés. Et pour qu'un milieu d'accueil soit bénéfique, il doit être de qualité tant au niveau de l'encadrement que de la formation initiale des professionnels de l'enfance.

Les études montrent bien que si l'accueil entre 0 et 3 ans n'a pas d'impacts significatifs sur les résultats scolaires à 15 ans chez les enfants issus de milieux favorisés, il est en revanche déterminant pour les enfants issus de milieux précarisés. Or, si l'encadrement est considéré comme de qualité en Belgique, il est largement insuffisant puisque seuls 55% des enfants de 1 à 2 ans sont inscrits en crèches.

Les travaux du professeur Heckman, tout comme de nombreuses études américaines randomisées, ont permis de démontrer que chaque dollar investi dans un individu a d'autant plus d'impact sur son parcours qu'il est investi tôt : l'accueil précoce a des impacts non seulement sur la durée et la réussite scolaire, mais aussi sur l'employabilité, le niveau de salaire et la santé. Il n'existe hélas pas d'études européennes similaires et récentes car elles nécessitent des cohortes importantes (de l'ordre de 20.000 individus) et doivent se dérouler sur un temps assez long (25-30 ans). Avec une pratique généralisée de l'autoévaluation on pourrait, en revanche, objectiver les résultats des actions menées sur le court et le moyen terme.

Quand le privé supplée le Public

Si les pouvoirs publics n'ont pas fait de l'aide à la petite enfance une question prioritaire, le monde caritatif entend colmater certaines brèches. « Nous avons parfois été accusés de participer au désengagement de l'Etat en sollicitant la participation citoyenne », relève **Renaud Tockert** administrateur délégué de Cap 48. « Or, après 5 éditions de « Viva For Life », nous pouvons affirmer que c'est l'inverse qui se produit : nous interpellons les pouvoirs publics pour un meilleur financement de l'Aide à la Jeunesse et de l'ONE. Nous contribuons aussi à faire connaître le travail des acteurs de terrain auprès du grand public ». Au Royaume-Unis, le **BBC Children in Need Fund** fait ce travail depuis 40 ans. Son mode d'action : l'écoute des premiers concernés, les enfants, pour comprendre leurs besoins et un monitoring actif des associations soutenues afin d'améliorer constamment la pertinence et l'efficacité de leurs actions. « Notre objectif, c'est de rehausser les normes en vigueur pour la protection de l'enfance », explique Emma Corrigan, Head of Main Grants Reviews du Fonds de la BBC. « Nous avons défini 7 blocs sur lesquels travailler pour améliorer la situation des enfants – garantir la sécurité physique, émotionnelle, renforcer les capacités à construire des relations positives, développer l'autonomisation etc. Nous encourageons les associations à autoévaluer leurs pratiques et à voir dans quelle mesure leurs actions ont apporté des changements significatifs dans la vie des enfants ». Pour mener cette autoévaluation, plus de 500 organisations soutenues par le Fonds ont déjà bénéficié d'une journée de formation au cours de ces 10 dernières années.

La démarche proposée est par ailleurs disponible sur internet afin de faciliter son appropriation par toutes les organisations. Selon Emma Corrigan, l'impact du dispositif est probant, la majorité des organisations soutenues ayant fait évoluer ses pratiques pour mieux coller aux besoins réels des enfants et de leurs familles.

L'humain à l'épreuve

Si la pertinence de l'évaluation des projets ne semble pas faire débat dans un contexte où seul le rationnel est en jeu, il en va autrement lorsqu'il s'agit de rapports humains. Peut-on tout évaluer ? Et si oui, sur quels critères ? Pour **Claire Kramme** qui a conçu un « Guide pratique pour réussir l'auto-évaluation de son projet dans les secteurs de la petite enfance et de la lutte contre la pauvreté », la méthode d'évaluation est souple et permet de s'adapter aux réalités de chaque organisation et de son public. Elle s'articule autour de 4 questions fondamentales : pourquoi ce projet ? (quel public cible ? quels résultats escomptés ?) ; quelles sont les données pertinentes et comment les collecter ? ; quelles analyses en retirer ? ; et enfin, comment communiquer sur ces données ?

Plusieurs associations ont suivi ce cheminement de l'autoévaluation, certaines avec appréhension, mais toutes y ont trouvé matière à objectiver le résultat de leurs actions sur les familles et les enfants. **Vinciane Gautier**, fondatrice et coordinatrice du **Petit Vélo Jaune** : « Notre association était jeune, on venait de réfléchir à nos méthodes, mais sans véritable cadre. On allait dans les familles sans filet, ce qui créait un peu d'inconfort. On ne savait pas vraiment si on apportait des réponses adéquates aux réels besoins des familles. Quand nous sommes rentrés dans ce processus d'autoévaluation, cela nous a permis de créer des documents d'appui, des procédures validées par chacun d'entre nous. Cela a aussi permis de fédérer l'équipe, de parler le même langage et d'aller dans les familles avec les mêmes intentions. Bien sûr, ça demande de l'énergie, mais c'est du temps bien investi, car le travail s'en trouve fluidifié. Les bases sont désormais posées, à nous maintenant de les faire évoluer. Ensuite, il s'agira de mesurer les effets de nos actions et de voir comment les améliorer ». Cette première étape est moins facile qu'il n'y paraît, car il y a souvent la crainte d'être intrusif par rapport aux familles. « Mais ce qui est intéressant, c'est de sortir de ce qu'on a supposé être nécessaire pour aller à la rencontre des besoins réels. Les données relevées, les statistiques contredisent parfois nos présupposés, et on voit apparaître une nouvelle hiérarchisation des besoins des familles, on a pu confirmer certaines de nos actions et en réajuster d'autres. Même s'il faut garder une place pour l'intuition et l'observation du terrain ».

Pour **Pré-en-Bulle** qui accueille des enfants placés par le SPJ et le SAJ, le processus a été plus douloureux, notamment au moment où il a fallu penser le projet en termes chiffrés. « Nous travaillons essentiellement sur base d'entretiens avec les familles et cela nous semblait très compliqué d'évaluer l'impact de notre action sur le lien parent-enfants », explique **Magali Broquet**, directrice de l'association. Au final, le processus s'est révélé complexe mais pertinent. « On avait de très bonnes données jusqu'au 1 an des enfants. Mais dans la tranche d'âge 15-18 mois, la situation se dégradait. On rencontrait des carences sur le plan social, sur le plan du langage, etc. Cela nous a amené à repenser notre travail sur cette période et celle d'avant, pour prévenir les carences.

Nous avons donc développé d'autres projets en ce sens, nous avons notamment réfléchi au comment introduire le jeu dans les familles ».

Pour **Séverine Acerbis**, directrice de Badje, il reste encore du chemin à parcourir pour que l'autoévaluation devienne un outil usuel dans les associations de l'aide à l'enfance. L'idée qu'il y a une obligation de moyen et pas de résultats reste prégnante ; le but réel des actions n'est pas toujours conscientisé. « L'évaluation est souvent vue comme une contrainte. On plaide pour qu'elle soit considérée comme une opportunité pour nourrir la question du sens, pour mobiliser son équipe, innover, fédérer, contribuer collectivement à la reconnaissance du secteur, communiquer sur les résultats. On a tendance à s'appuyer sur des études qui sont faites ailleurs, et peu sur ce qui est réalisé ici : l'autoévaluation a le mérite de mesurer l'impact de nos actions sur les publics-cibles ». Et donc, non seulement d'affiner les pratiques, mais aussi de servir de plaidoyer pour renforcer structurellement le secteur dans son ensemble.

Benoit Parmentier conclut la matinée en rappelant **l'importance d'intervenir très précocement auprès des familles vulnérables et en** rappelant la volonté de l'ONE de faciliter leur accès aux services d'accompagnement et d'accueil de la petite enfance.